

N' 508 — JEUDI 9 MARS 1978 — QUOTIDIEN — PRIX: 0,50 F

"L'affaire Mendès-France" le confirme: des ministres communistes ne représenteraient pas une garantie pour les travailleurs

Après que Georges Marchais eut dénoncé, dans l'Humanité du 7 mars, une « opération Mendès-France » qui viserait, d'après lui, à amener après les élections la formation d'un gouvernement présidé par Mendès et dans lequel le Parti Communiste serait réduit à la partie congrue, voire même absent, Mendès-France — dans une interview publiée par le journal le Matin du 8 mars — s'est présenté comme un homme que « la droite (...) a toujours combattu ».

Mendès-France, « toujours combattu » par la droite ? Cela est destiné à bien sonner aux oreilles des électeurs de gauche. Mais il suffisait d'entendre en même temps les propos élogieux à l'égard de Mendès tenus par les leaders du PR, Poniatowski et Soisson, pour se rendre compte que c'était pour le moins exagéré.

Soisson, par exemple, a même été jusqu'à rappeler son passé de mendésiste de 1956 et s'est plu à reconnaître en Mendès un homme faisant autorité, et dont les dirigeants de la majorité, comme ceux de l'opposition, se doivent de méditer les propos.

Est-ce à dire qu'il y a vraimeit — comme l'affirme l'Humanité — une opération Mendès-France d'ores et déjà lancée, avec la complicité, sinon la participation du Parti Socialiste?

Ce n'est pas évident. Et tout cela n'est peut-être que l'exploitation par les leaders giscardiens de la situation créée par la première interview de Mendès-France et par les réactions du Parti Communiste.

Mais cela montre en tout cas qu'une telle opération est tout à fait possible, que toute une partie de la droite en rêve pour après les élections et qu'elle escompte bien trouver, parmi les hommes politiques qui se prétendent de gauche, des hommes qui se prêteront à ce jeu-là.

Le cas échéant, on peut être sûr qu'elle n'aura pas de mal à les trouver. Et il n'y a pas que nous qui affirmions cela : le Parti Communiste ne cesse d'expliquer depuis septembre dernier que le Parti Socialiste est suffisamment sensible aux pressions de la droite pour pouvoir envisager une telle éventualité.

Ce qui n'empêche pas le Parti Communiste d'affirmer que son but est de fournir des ministres à un futur gouvernement d'Union de la gauche, avec ces socialistes et ces « radicaux de gauche » auxquels il dit ne pas pouvoir faire confiance. Et d'expliquer que, plus il aura de voix le 12 mars, plus il aura de chances d'avoir des ministres en avril, et que ces ministres constitueront une garantie pour les travailleurs.

C'est vrai que, plus le PCF aura de voix, plus il aura de chances d'avoir des ministres ; car, moins Mitterrand aura besoin des voix des députés communistes au Parlement, moins il se sentira obligé d'offrir quelques fauteuils ministériels au PCF. Mais ce n'est par contre pas vrai que ces ministres constitueront une garantie pour les travailleurs.

D'abord et surtout parce que les ministres communistes ne défendraient pas au gouvernement les intérêts des travailleurs. Le PC n'est même pas au gouvernement et ses dirigeants renoncent déjà à défendre les revendications favorables aux travailleurs pour s'aligner de plus en plus sur une politique ouvertement de droite.

Et puis l'affaire Mendès-France montre que, de toute façon, des solutions sont en préparation permettant de se passer, sur le plan parlementaire, du PCF. Le fait qu'avant même les élections, certains ont déjà engagé des manœuvres en vue de rechercher une nouvelle majorité, avec une partie de l'Union de la gauche et une partie de la droite, prouve amplement qu'il se trouvera, demain, quel

que soit le succès de la gauche et du PCF, suffisamment d'hommes de droite désireux d'intégrer la nouvelle majorité et suffisamment de prétendus hommes de gauche prêts à collaborer avec la droite pour que le futur Premier ministre puisse se passer des services du PCF, si celui-ci n'acceptait pas de s'aligner sur la politique des partisans « de gauche » de l'austérité. Mais on peut faire sur ce point confiance à Marchais : il a tellement envie de voir des ministres communistes au gouvernement qu'il en passera par là où Mitterrand voudra le faire passer.

Des ministres communistes au gouvernement ne constitueront donc en aucun cas une garantie pour les travailleurs. Et le nombre de voix que recueillera le PCF le 12 mars non plus

Ce que les travailleurs peuvent faire de mieux de leurs bulletins de vote le 12 mars, c'est de s'en servir pour envoyer au Parlement des hommes et des femmes qui s'engagent par avance à ne se laisser lier par aucune solidarité ministérielle, des hommes et des femmes qui n'hésiteront pas à critiquer un gouvernement de gauche s'il prend des mesures hostiles aux travailleurs, en un mot : des députés de Lutte Ouvrière.

Ce serait la garantie, au moins, que la voix des travailleurs pourrait se faire entendre au Parlement.

Mitterrand: "Giscard aura son mot à dire, et il sera entendu"

François Mitterrand était l'invité mercredi 8 mars du Club de la presse d'Europe I. Interrogé par les journalistes, il s'est gardé, à quelques jours du premier tour des élections, de tenir des propos qui puissent lui valoir les reproches de quelques catégories d'électeurs que ce soit. Prudent, il a donné des garanties pour chacun. Les PME? Il proposait une prime de 200 F par mois et par ouvrier, pour leur permettre de faire face à l'augmentation du SMIC à 2 400 F. Mais il oubliait de dire que les 27 milliards qu'il consacrerait à cet effet permettraient de subventionner en même temps les grosses entreprises. Les cadres ? Il ne toucherait pas à leurs avantages, à leur retraite, à leurs impôts.

Rien de nouveau donc dans les propos du premier secrétaire du Parti Socialiste. Car l'affirmation de son respect de la Constitution et des prérogatives du président de la République n'est pas, elle non plus, nouvelle dans sa bouche ou dans celle d'autres dirigeants socialistes. Mais ce n'est pas un hasard si ce fut sur cette question que les réponses de Mitterrand furent les plus précises.

Après avoir rappelé que c'était dans l'attribution de Giscard d'Estaing de choisir le chef du futur gouvernement et que juridiquement rien ne l'obligeait de choisir celui-ci dans la majorité parlementaire, il a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de remettre en question les règles constitutionnelles en vigueur. Une manière comme une autre de rappeler et le ton extrêmement modéré de ses déclarations va dans ce sens - qu'il se soumettrait à l'arbitrage de Giscard. Une manière aussi sans doute de rassurer la fraction de droite de son électorat, en lui laissant entendre que, de toute façon, la Constitution, c'est-à-dire en l'occurrence Giscard d'Estaing, pourrait constituer un recours contre la classe ouvrière, et qu'il acceptait par avance ce recours.

D'ailleurs Mitterrand a eu ce mot — rassurant pour la droite, mais inquiétant pour les travailleurs — en tout cas révélateur : « Le chef de l'Etat aura son mot à dire ; et il sera entendu ».

(Suite page 2)

Les petites ouvertures pour les grosses couleuvres

Décidément « l'ouverture » est un mot bien à la mode. Ça fait déjà des années que le PC et le PS la pratiquent, puisqu'ils sont allés chercher les Radicaux de Gauche et que le Parti Communiste n'hésite pas à faire appel aux gaullistes.

De son côté Poniatowski vient encore de répéter mardi soir, au club de la presse, que « la France connaît des problèmes suffisamment difficiles pour avoir besoin d'une majorité plus importante et mieux assise dans l'opinion ». C'est à tout le moins reconnaître que celle qu'il y a aujourd'hui ne

fait pas le poids. Mais c'est surtout admettre que la droite aura besoin demain d'autres ralliements pour gouverner, si c'est elle qui l'emporte.

Et puis après tout, pour des hommes de la majorité qui s'inquiètent de se retrouver demain dans la minorité, « l'ouverture » c'est peut-être le mot-clef pour retrouver tout de même des places.

Alors, quoi d'étonnant, quand les représentants des grands partis n'ont que ce mot-là à la bouche, que les petits partis, les habituels bouche-trous des ouvertures, s'agitent eux aussi.

Perronnet du Parti Radical a trouvé d'ailleurs le meilleur moyen de se mettre sur les rangs, quelle que soit la majorité de demain, en proposant au Mouvement des Radicaux de Gauche des pourparlers d'unification au lendemain des élections. Si c'est la gauche qui l'emporte, ca lui permettra, en rejoignant les Radicaux de Gauche, de se retrouver encore une fois du bon côté du manche. Et si c'est la droite qui l'emporte, en bien ma foi, ce sont les Radicaux de Gauche qui pourraient rejoindre les radicaux de droite pour étoffer un peu une majorité par trop minori-

Giscard réserve ses discours... mais surtout l'avenir

Mardi, Giscard d'Estaing, au cours d'un déjeuner qu'il offrait aux présidents des comités économiques et sociaux des régions, a lancé un nouvel avertissement : « Qu'on ne s'y trompe pas : l'économie est encore fragile. J'ai le devoir de vous le dire. Elle ne résisterait pas longtemps, ni dans ses prix, ni dans sa monnaie, à l'ouragan des promesses ». « L'ouragan des promesses », c'était bien sûr pour Giscard le SMIC à 2 400 F, le minimum vieillesse à 1 300 F et les quelques mesures dont parlent les partis de la gauche!

Après le discours de Verdun-sur-le-Doubs, où Giscard invitait les Français à faire le bon choix », après ses

appels à « l'intelligence des Français » de la semaine dernière, Giscard continue à mener campagne par petites phrases pour les partis de son camp. Comme tous les hommes politiques de la droite, Giscard agite la menace d'une aggravation de la situation économique si la gauche l'em-

Certains dans la majorité, comme Chirac ou Lecanuet, reprochent à Giscard sa relative discrétion et lui demanmettre dans la balance le sident de la République.

dent instamment de prendre la parole devant tout le pays pour appuyer plus fermement les partis de la majorité et poids de sa position de pré-D'autres, comme Poniatowski,

■Le Salon de l'agriculture : une vitrine pour les capitalistes

Comme le Salon de l'automobile qui, avant d'être celui des automobilistes, est d'abord une vitrine pour les industriels de la construction automobile, celui de l'agriculture n'est pas le salon des petits paysans mais bien celui des gros exploitants et surtout des magnats du machinisme agricole qui chaque année vantent leurs matériels.

Il n'empêche que, à quelques jours du premier tour des élections législatives, tous les leaders politiques profitent de la tenue de ce salon, pour venir promettre l'amélioration des conditions de vie de la petite paysannerie.

Et les propos démagogiques et mensongers se succèdent. Même Giscard, qui par ailleurs s'obstine à rester muet, est venu affirmer que le revenu des agriculteurs avait progressé grâce, entre autres, au dernier accord survenu à Bruxelles, qui enregistre une hausse de 1,2 % des prix agricoles français.

Mais ce que l'on oublie toujours de dire, c'est que dans le monde agricole, comme ailleurs, il y a les gros producteurs qui accumulent les profits et les petits paysans qui ont, eux, de plus en plus de mal à s'en sortir. Au point que, durant les quinze dernières années, les banques et les industriels ont accaparé d'énormes profits sur le dos de la petite exploitation familiale qu'ils ont complètement parasitée.

La plupart des petits paysans sont en fait devenus des fournisseurs de matières premières à bon marché pour les trusts de l'alimentation.

De plus, depuis les années 1960, les petits exploitants ont été poussés à se moderniser, à s'équiper en matériel agricole pour la meilleure fortune des fabricants de machines agricoles, d'engrais ou d'aliments pour bétail. Il s'agissait, disait - on, de « moderniser » l'agriculture, de produire plus. D'une certaine façon, les résultats furent fulgurants, les progrès de la productivité énormes mais, dans le même temps, le revenu des paysans, lui, s'est mis en chute libre. Depuis 1973, sa diminution est estimée à 6,3 %.

L'avènement de la culture industrielle, des hauts rendements, n'a réellement profité qu'aux paysans riches, aux capitalistes agraires et à tous les gros exploitants. Forcée de survivre, la petite paysannerie s'est incroyablement endettée et est devenue complètement dépendante de ses fournisseurs comme de ses acheteurs

Et ce phénomène n'est pas propre au monde paysan. La classe ouvrière, elle aussi, subit les mêmes maux, puisque l'augmentation considérable de la productivité qu'a connue l'industrie n'a nullement profité aux travailleurs, ni en ce qui concerne les salaires, ni en ce qui concerne la diminution du temps de travail.

Pourtant, le progrès technique devrait profiter à tous ceux qui travaillent de leurs mains et non pas, comme actuellement, être à sens unique et ne favoriser que les nantis, c'est-à-dire ceux qui possèdent déjà l'écrasante majorité des richesses.

Mais, dans ce monde dominé par les capitalistes, c'est l'inverse qui se produit et une telle situation ne saurait être masquée par les discours ronflants des hommes politiques qui nous gouvernent.

lui conseillent de continuer d'observer sa relative réserve afin de garder les mains plus libres. Et toute la presse s'interroge pour savoir s'il y aura avant le 12 mars une intervention de Giscard à la télévision. Parlera ou parlera pas ?

Manifestement, si Giscard fait la campagne de la droite, il tient à la faire discrètement et il veut apparaître comme l'homme au-dessus de la mêlée. Au-dessus de la mêlée vis-à-vis des composantes de sa propre majorité, en tous les cas avant le premier tour, où gaullistes et giscardiens se disputent les places. Et audessus de la mêlée surtout pour après, car il lui faut bien prévoir la possibilité d'un succès électoral des partis de gauche et se préserver toutes les possibilités de discussion et de compromis avec eux. Après tout, dans un mois, Giscard, Mitterrand et Marchais seront peut-être autour de la même table pour gouverner.

Alors, Giscard se contente pour l'instant de lâcher quelques petites phrases. Ces phrases sont cependant assez éloquentes pour rappeler que, gauche majoritaire ou pas, lui Giscard ne changera pas. Qu'il préside un Conseil des ministres de droite ou un Conseil des ministres de gauche - car de toutes façons, c'est lui qui préside — ce sera pour y défendre la même politique. Mais la politique que propose la gauche est-elle tellement différente qu'ils ne puissent s'entendre?

Des députés de Lutte Ouvrière pour dénoncer le double langage des politiciens

On se souvient que Mitterrand s'est engagé auprès des patrons à leur verser 200 F par salarié pour compenser l'augmentation du SMIC à 2 400 F. Il a justifié cette mesure par les difficultés des petits patrons. Mais il a, en fait, dans son projet chiffré à 27 milliards, promis de l'argent à tous les patrons et c'est aux plus gros qu'ira l'essentiel de ces milliards, aux gros dui ont pourtant, eux, les moyens de payer.

Et pourtant, nombre de militants socialistes affirment aujourd'hui qu'il n'est pas question de dédommager les gros capitalistes, mais seulement les petits patrons. Et souvent ils l'affirment en toute bonne foi.

Cela prouve déjà une chose : c'est que Mitterrand, comme tous les politiciens professionnels, tient un double langage, l'un pour dire la vérité aux possédants, l'autre pour tromper les travailleurs, y compris les militants socialistes. Alors si Mitterrand est habile à mentir au point de tromper les militants de son propre parti, il a aussi suffisamment de culot pour tromper, à travers les militants de son parti, des millions des travailleurs.

Et c'est bien justement pour cela que les travailleurs ont tout intérêt à envoyer des députés de Lutte Ouvrière au Parlement, car de tels députés pourraient obliger un gouvernement de gauche à dire précisément ses intentions. Ils pourraient obliger Mitterrand à dire devant tout le pays si ce sont ses promesses aux gros patrons qu'il a l'intention de tenir en leur versant 27 milliards, ou ses engagements vis-à-vis des travailleurs et de ses propres militants.

Ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres, car des députés de Lutte Ouvrière pourraient étaler au grand jour le double langage des politiciens. Ils démonteraient leurs tricheries et leurs mensonges et les contraindraient à s'expliquer, sans les laisser s'échapper avec des formules aussi vagues qu'hypocrites.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire nº 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Les stages de formation pour les jeunes : du bluff

Mardi 7 février, des jeunes qui suivent actuellement des stages de formation dans la région parisienne manifestaient à Paris pour réclamer leur dû : 450 F par mois pour les moins de 18 ans, 90 % du SMIC pour les autres.

Ils ne seront de toute façon pas payés avant la mi-avril. Et combien sont dans ce cas, sur les 300.000 à devoir être payés par les services de la FPA, qui dépendent du gouvernement?

Il n'aura même pas fallu attendre le 12 mars pour que le bluff éclate. Pourtant, au début de la campagne électorale, gouvernement et patronat avaient fait grand

tapage autour du prétendu succès de leur opération « Pacte national pour l'emploi » qui avait assuré, d'après eux, l'embauche de près de 500.000 jeunes, soit en entreprise, soit en stages de formation.

Les « stages pratiques en entreprise », qui étaient censés d'assurer une formation aux jeunes, assurent surtout, suivant le type de stages, une main-d'œuvre à bon marché ou gratuite au patronat. Du moins jusqu'aux élections, car il est évident que les belles déclarations du CNPF, assurant que 90 % de ces jeunes seraient embauchés définitivement, seront

vite oubliées au lendemain des élections.

Et il est tout aussi évident que les stages de formation théoriques sont des stages de formation bidon, destinés à empêcher le chiffre des chômeurs de trop gonfler, mais sûrement pas à donner aux jeunes un métier...

Le gouvernement n'est même pas capable d'assurer à ces jeule paiement de l'indem qu'il leur avait fait miroiter pour leur faire accepter ces stages. Comment croire qu'il fera embaucher les jeunes? Ceux-ci se retrouveront à nouveau au chômage. Quel cynisme, quel mépris pour les jeunes et les chômeurs!

Mitterrand : Giscard aura son mot à dire et il sera entendu

(Suite de la page 1)

D'ailleurs pour illustrer son propos, répondant à un journaliste qui lui faisait la remarque que sa proposition de référendum sur le nucléaire tombé il est vrai dans les oubliettes depuis - était anticonstitutionnelle, puisque les

questions de défense étaient du ressort du chef de l'Etat, Mitterrand en a convenu, ajoutant qu'il n'avait nullement l'intention, sur cette question, de transgresser la Constitution. Un aveu, un des seuls

de cette émission, mais un aveu significatif qui montre que les propos de Mitterrand et ses promesses valent moins pour lui que le respect des prérogatives de Giscard d'Es-